



**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE D'ERAGNY SUR OISE**

SG/LD/20250701

Domaine : 6.1.7

Date de convocation : 5 décembre 2025

Date de l'affichage : 5 décembre 2025

Date d'affichage de la délibération : 12 décembre 2025

Objet: 01 – Autorisation de réception et de traitement des flux de vidéosurveillance du bailleur social Val d'Oise Habitat au Centre de Supervision Urbain (CSU) d'Eragny-sur-Oise dans le cadre d'une convention tripartite

L'an deux mille vingt-cinq, le onze décembre à vingt heures,
Le conseil municipal d'Eragny sur Oise, légalement convoqué, s'est réuni à la salle plurifonctionnelle de la Cavée, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Thibault HUMBERT, Maire,

Etaient présents : Messieurs, Mesdames, Thibault HUMBERT, Maire, Audrey JESPAS, Jean-Pierre HARDY, Chantal BAGGIO, Akim BOUKDOUR, Joëlle MARTINEZ, Alexandre KARADJINOV, Edwina ETORE, Olivier FOURCHES, Jennifer THEUREAUX, Adjoint au maire, Marie-Madeleine COLLOT, Patrick BENSMAIL, Alain GAUDISSIABOIS, Freddie PATER, Conseillers Municipaux Délégués, Alain SACCHETTI, Christine CAVRO, Monique MERIZIO, Jocelyne LIMOZIN, Evelyne DEL PRETE, Jean-Luc ROUSSELLE, Frédéric TOURNERET, Marc NADREAU, Frédéric DIVIALLE, Emilie DA SILVA, Stéphane MARIE-JOSEPH, Jean-Guillaume CARONE (à partir de 20h45), Yannick MAURICE, Sylvie MORELLE, Pierre MATHEVET, Conseillers Municipaux représentant la majorité des Membres en exercice.

Absents excusés et représentés :

- Madame Françoise ROMANETTI a donné pouvoir à Monsieur Stéphane MARIE-JOSEPH
- Madame Nicole THENIN a donné pouvoir à Madame Jocelyne LIMOZIN
- Madame Agnès LUXIN a donné pouvoir à Madame Emilie DA SILVA
- Madame Tatjana PUSKAS a donné pouvoir à Monsieur Thibault HUMBERT
- Monsieur Jean-Guillaume CARONE a donné pouvoir à Monsieur Jean-Pierre HARDY (jusqu'à 20h45)

Monsieur Akim BOUKDOUR a été désigné comme secrétaire de séance.

Nombre de conseillers

- En exercice : 33
- Présents : 28 (jusqu'à 20h45), 29 (à partir de 20h45)
- Votants : 33

LE CONSEIL MUNICIPAL

Sur présentation de Monsieur Thibault HUMBERT, Maire,

VU le Code Général des Collectivités territoriales,

VU le Code de la Sécurité Intérieure et notamment son article L.272-2 autorisant les communes à recevoir et traiter des flux de vidéosurveillance issus de systèmes installés par des tiers à des fins énoncées dans une convention signée par le gestionnaire de l'immeuble, le représentant de l'Etat et le Maire,

VU l'avis du Bureau municipal,

Accusé de réception en préfecture
095-219502184-20251211-20250701-DE
Date de télétransmission : 19/12/2025
Date de réception préfecture : 19/12/2025

CONSIDÉRANT que le bailleur social Val d'Oise Habitat installe un système de vidéosurveillance sur son patrimoine situé sur le territoire de la Ville d'Eragny-sur-Oise aux Résidences « Les Dix Arpents Mauves et Roses », conformément à la réglementation en vigueur,

CONSIDÉRANT que le Centre de Supervision Urbain (CSU) de la Ville d'Eragny-sur-Oise dispose des infrastructures techniques et humaines nécessaires pour réceptionner, stocker et traiter ces flux, dans le respect des finalités légales,

CONSIDÉRANT qu'une convention tripartite a été élaborée entre le bailleur social Val d'Oise Habitat, la Préfecture du Val d'Oise et la Ville d'Eragny-sur-Oise, afin de définir :

- Les modalités de transmission et de stockage des flux,
- Les règles de protection des données et des responsabilités de chaque partie,
- Les conditions d'accès aux images par les services municipaux et les autorités compétentes,

APRES EN AVOIR DELIBERE

AUTORISE la réception et le traitement des flux de vidéosurveillance des Résidences « Les Dix Arpents Mauves et Roses » du bailleur social Val d'Oise Habitat au Centre de Supervision Urbain (CSU) d'Eragny-sur-Oise.

AUTORISE Monsieur le maire à signer la convention tripartite entre Val d'Oise Habitat, la Préfecture du Val d'Oise et la Ville d'Eragny-sur-Oise telle qu'annexée.

DIT que le Maire de la Commune d'Eragny-sur-Oise est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera transmise au contrôle de légalité.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa notification, sa publication et sa transmission au Représentant de l'Etat.

ADOpte A L'UNANIMITE,

POUR EXTRAIT CONFORME

Thibault HUMBERT

Maire d'Eragny-sur-Oise
Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération de Cergy-Pontoise
Conseiller régional d'Ile-de-France